

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 98 — 2411

[C - 98/27496]

**16 JUILLET 1998. — Décret modifiant le décret du 25 juillet 1991
relatif à la taxation des déchets en Région wallonne (1)**

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. A l'article 1^{er}, § 2, du décret du 25 juillet 1991 relatif à la taxation des déchets en Région wallonne, sont apportées les modifications suivantes :

1° au 9°, les mots « des procédures d'autorisation et » sont insérés entre les mots « informatique » et « des informations »;

2° le 11° est abrogé;

3° le 12° devient 11°.

A l'article 2, des rubriques 2° *bis* et 2° *ter* sont insérées après la rubrique 2°, libellées comme suit :

« 2° *bis*. ordures ménagères : déchets ménagers mélangés à l'exception des fractions de déchets collectés sélectivement et des encombrants;

« 2° *ter*. collecte sélective : collecte séparative des déchets soit en porte à porte chez le producteur soit par apport volontaire du producteur dans les parcs à conteneurs, conteneurs ou bulles accessibles aux producteurs; ».

A l'article 2 du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1° au 1°, les termes « 5 juillet 1985 » sont remplacés par les termes « 27 juin 1996 relatif aux déchets »;

2° le 6° est remplacé par la disposition suivante :

« 6° élimination, valorisation et regroupement : opérations telles que définies à l'article 2, 9°, 10° et 12° du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets ».

Art. 2. Au chapitre II du même décret, une première section est insérée, qui regroupe les articles 3 à 6, libellée comme suit : « Section I^{re}. — régime de droit commun ».

Les sections I^{re}. — à IV deviennent les sous-sections I^{re}. — à IV.

Art. 3. Au chapitre II du même décret, une deuxième section est insérée, libellée comme suit :

« Section II. — Régime du prélèvement - Sanction pour favoriser les collectes sélectives

Sous-section I^{re}. — Fait générateur du prélèvement-sanction

Art. 6*bis*. Le fait générateur du prélèvement sur les déchets visés à la présente section est le regroupement, la valorisation ou l'élimination d'ordures ménagères collectées par ou pour le compte des communes, au-delà d'une quantité totale annuelle :

- de 270 kg par habitant à partir de l'année 1999;

- de 260 kg par habitant à partir de l'année 2000;

- de 250 kg par habitant à partir de l'année 2001;

- de 240 kg par habitant à partir de l'année 2002.

Sous-section II. — Redevable

Art. 6*ter*. Est redevable du prélèvement sur les déchets ménagers visés à la présente section la commune qui collecte ou pour le compte de laquelle sont collectés les déchets.

Sous-section III. — Base imposable

Art. 6*quater*. Le prélèvement sur les déchets visés à la présente section est dû à la tonne d'ordures ménagères collectée par ou pour le compte des communes et orientée dans un centre de regroupement, de valorisation ou d'élimination, au-delà de la quantité annuelle visée à l'article 6*bis*.

Pour le calcul de la quantité totale annuelle de déchets visée à l'article 6*bis*, seuls les tonnages entrant pour la première fois dans une installation de gestion de déchets sont pris en compte. La comptabilisation des tonnages est effectuée du 1^{er} janvier au 31 décembre de chaque année.

Sous-section IV. — Taux

Art. 6*quinquies*. Le montant du prélèvement est fixé à :

- 1.100 francs par tonne à partir du 1^{er} janvier 1999;

- 1.200 francs par tonne à partir du 1^{er} janvier 2000;

- 1.300 francs par tonne à partir du 1^{er} janvier 2001;

- 1.400 francs par tonne à partir du 1^{er} janvier 2002.

Sous-section V. — Moment où la taxe est due

(La note concernant ce texte se trouve p. 29150.)

Art. 6sexies. La taxe est due dès que la quantité totale annuelle visée à l'article 6bis est dépassée.

Sous-section VI. — Coût-vérité

Art. 6septies. Chaque commune établira annuellement le coût-vérité de sa politique de gestion des déchets qu'elle communiquera au Gouvernement.

A partir du 1^{er} janvier 2001, pourront seules bénéficier d'une subvention régionale en matière de prévention et de gestion des déchets les communes qui établiront une taxe dont le montant total représentera un minimum de 70 % du coût-vérité de la politique de gestion des déchets. ».

Art. 4. A l'article 7 du même décret est ajouté un quatrième paragraphe libellé comme suit :

« § 4. Pour l'application de la présente section, les déchets ménagers sont assimilés aux déchets non ménagers. ».

Art. 5. A l'article 9 du même décret, les mots « à la tonne » sont remplacés par les mots « au mètre cube ».

A l'article 10 du même décret, le mot « base » est remplacé par le mot « taxe ».

Art. 6. A l'article 15 du même décret, les paragraphes 1^{er} et 2 sont remplacés par la disposition suivante :

« § 1^{er}. Le montant de la taxe est de :

a) 1.100 francs par tonne à partir du 1^{er} janvier 1999, 1.200 francs par tonne à partir du 1^{er} janvier 2000, 1.300 francs par tonne à partir du 1^{er} janvier 2001 et 1.400 francs par tonne à partir du 1^{er} janvier 2002, sauf dans les hypothèses visées ci-dessous;

b) 500 francs par tonne lorsque les déchets mis en centre d'enfouissement technique consistent en des résidus de traitement par incinération;

c) 400 francs par tonne à partir du 1^{er} janvier 1999 et 500 francs par tonne à partir du 1^{er} janvier 2000, lorsque les déchets mis en centre d'enfouissement technique consistent en des cendres volantes provenant de centrales thermiques, des déchets résultant d'un traitement par inertage ou stabilisation, des sables de fonderie non inertes, des résidus provenant du traitement des déchets issus de la production ou de la fabrication de la fonte et de l'acier;

d) 170 francs par tonne à partir du 1^{er} janvier 1999 et 400 francs par tonne à partir du 1^{er} janvier 2000, lorsque les déchets mis en centre d'enfouissement technique sont des déchets provenant de la destruction d'épaves de voitures et de ferrailles;

e) 150 francs par tonne à partir du 1^{er} janvier 1999 et 200 francs par tonne à partir du 1^{er} janvier 2000, lorsque les déchets mis en centre d'enfouissement technique consistent en des déchets inertes, à l'exception des terres de déblais non contaminées;

f) 100 francs par tonne à partir du 1^{er} janvier 1999, lorsque les déchets mis en centre d'enfouissement technique consistent en :

- des déchets contenant des fibres d'amiante fixées;
- des déchets provenant de la fabrication de la fibre de verre;
- de la terre draguée ou des déchets provenant des opérations de traitement des eaux en vue de les potabiliser;
- des oxydes de fer provenant de la production de zinc, connus sous le nom de jarosite et goethite;
- des gangues de minerai de manganèse issues de la production de sels et oxydes de manganèse;

g) 50 francs par tonne lorsque les déchets mis en centre d'enfouissement technique sont des boues ou des résidus solides résultant de la fabrication de pâte recyclée en provenance d'entreprises utilisant des déchets de papier et carton comme tout ou partie de matière première pour la production de papier et de carton neufs;

h) 30 francs par tonne à partir du 1^{er} janvier 1999 et 60 francs par tonne à partir du 1^{er} janvier 2000, lorsque les déchets mis en centre d'enfouissement technique consistent en des déchets contenant du phosphogypse, des boues de soudière, des boues d'épuration de saumures de matières minérales et des déchets miniers;

i) 10 francs par tonne lorsque les déchets mis en centre d'enfouissement technique consistent en des terres de déblai non contaminées à l'exception de celles utilisées aux fins de la couverture finale et de la remise en état des sites.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, sont exemptés de la taxe :

1° les produits de dragage effectués pour le compte de la Région wallonne et des institutions publiques dépendant de celle-ci;

2° les déchets provenant des opérations de traitement des eaux en vue de les potabiliser à l'initiative de la Région wallonne et des institutions publiques dépendant de celle-ci;

3° les déchets provenant d'opérations d'assainissement des sols approuvées par les fonctionnaires désignés par le Gouvernement. ».

Art. 7. A la section II du chapitre IV du même décret, une première sous-section est insérée, qui englobe l'article 18, libellée comme suit : « Sous-section I^{re} - Régime de droit commun ».

A l'article 18, § 2, alinéa 2, les mots « l'inspecteur général de la trésorerie du budget et des finances » sont remplacés par les mots « l'inspecteur général de la trésorerie ».

Art. 8. A la section II du chapitre IV du même décret, une deuxième sous-section est insérée, libellée comme suit :

« Sous-section II - Régime du prélèvement-sanction et du collecteur ou transporteur agréé ou enregistré

Art. 18bis. Le prélèvement sur les déchets ménagers prévu à l'article 6bis est perçu annuellement.

Art. 18ter. Le redevable du prélèvement introduit une déclaration de prélèvement dû pour l'année échue, au plus tard le 10 janvier de l'année suivante.

Cette déclaration contient tous les éléments nécessaires à l'établissement du prélèvement.

Le modèle de déclaration est établi par le Gouvernement. ».

Art. 9. A l'article 21, les termes « et à l'article 16bis » sont insérés entre les termes « article 12 » et les termes « est perçue ».

A l'article 22, alinéa 2, les termes « visée par l'article 12 » sont insérés entre les termes « activité autorisée » et les termes « sur la base ».

A l'article 22, un nouvel alinéa est inséré entre le deuxième et le troisième alinéa, libellé comme suit :

« Le redevable de la taxe introduit annuellement une déclaration des opérations imposables ou non, effectuées dans l'exercice de l'activité visée par l'article 16bis. S'il est à la fois collecteur et transporteur, une seule déclaration est introduite. ».

Art. 10. La sous-section III de la section III du chapitre IV du même décret devient la section IV du même chapitre et son libellé est remplacé par le libellé suivant : « Section IV - dispositions communes aux déchets ménagers sous le régime du prélèvement-sanction et aux déchets non ménagers ».

Aux articles 23 et 24 du même décret, les mots « de la taxe », « la taxe », « où la taxe est due », « la taxe ne peut être contrôlée », « la taxe due », « la taxe ne peut être enrôlée » sont remplacés respectivement par les mots « de la taxe ou du prélèvement », « la taxe ou le prélèvement », « où la taxe ou le prélèvement sont dus », « la taxe ou le prélèvement ne peuvent être contrôlés », « la taxe ou le prélèvement dus », « la taxe ou le prélèvement ne peuvent être enrôlés ».

A l'article 23 du même décret, les mots « le 31 mars de l'année » sont remplacés par les mots « le 30 juin de l'année civile ».

A l'article 23bis, alinéa 4, du même décret, il est inséré entre les termes « huit mois. » et les termes « Dans le cas de l'article 20 » la phrase suivante : « Dans le cas de l'article 18ter, ce délai court à compter du jour de la réception de la déclaration annuelle ».

A l'article 24 du même décret, les mots « L'Office régional wallon des déchets » sont remplacés par les mots « L'Office wallon des déchets ».

L'article 25 du même décret est complété par un deuxième alinéa libellé comme suit :

« Sont solidairement responsables du paiement du prélèvement sur les déchets ménagers, l'exploitant du centre de tri, de l'incinérateur ou du centre d'enfouissement technique où sont orientés les déchets ménagers ainsi que le propriétaire, le possesseur, l'emphytéote, le superficiaire, l'usufruitier et le locataire de l'endroit sur lequel est exercée l'activité d'exploitation. ».

La section IV du chapitre IV du même article devient la section V.

Aux articles 26 à 34 du même décret, les mots « de la taxe », « la taxe », « la taxe éludée ou payée », « les taxes dues » sont remplacés respectivement par les mots « de la taxe ou du prélèvement », « la taxe ou le prélèvement », « la taxe ou le prélèvement éludés ou payés », « les taxes ou prélèvements dus ».

A l'article 32, § 3, alinéa 2, le mot « lesquelles » est remplacé par le mot « lesquels ».

Art. 11. Une section III est insérée après la section II du chapitre III du même décret, libellée comme suit :

« Section III - Régime du collecteur ou du transporteur agréé ou enregistré »

Sous-section I^{re}. — Fait générateur

Art. 16bis. Le fait générateur de la taxe sur les déchets visée à la présente section est la collecte ou le transport de déchets par une personne physique ou morale agréée ou enregistrée sur base du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets et de ses arrêtés d'exécution lorsque les déchets produits en Région wallonne sont gérés à l'extérieur de la Région wallonne.

Sous-section II. — Redevable

Art. 16ter. Est redevable de la taxe sur les déchets visée par la présente section toute personne physique ou morale agréée ou enregistrée comme collecteur ou transporteur de déchets sur base du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets et de ses arrêtés d'exécution.

Sous-section III. — Base imposable

Art. 16quater. La taxe sur les déchets visée à la présente section est due à la tonne de déchets collectée ou transportée.

Sous-section IV. — Taux

Art. 16quinquies. Le montant de la taxe est identique aux taux mentionnés à l'article 15 en fonction du mode de gestion appliqué, le cas échéant après soustraction de la taxe ou redevance similaire appliquée dans la région ou le pays de destination, sans que ce montant puisse être inférieur à zéro.

Sous-section V. — Moment où la taxe est due

Art. 16sexies. La taxe est due dès que les déchets sont remis au redevable.

La cessation d'activité ne met pas fin à l'exigibilité de la taxe. ».

Art. 12. Le chapitre VI du même décret est abrogé.

Art. 13. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 1999.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 16 juillet 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E, du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports,
M. LEBRUN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
B. ANSELME

Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,
W. TAMINIAUX

Le Ministre de la Recherche, du Développement technologique, du Sport et des Relations internationales,
W. ANCIEN

—
Note

(1) *Session 1997-1998*

Documents du Conseil 377 (1997-1998), n^{os} 1 à 15.

Compte rendu intégral, séance publique du 8 juillet 1998.

Discussion. — Vote.

—
ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 98 — 2411

[C - 98/27496]

**16. JULI 1998 — Dekret zur Abänderung des Dekrets vom 25. Juli 1991
über die Veranlagung der Abfälle in der Wallonischen Region**

Der Wallonische Regionalrat hat Folgendes angenommen, und Wir, Regierung, sanktionieren es:

Artikel 1 - In Artikel 1, § 2 des Dekrets vom 25. Juli 1991 über die Veranlagung der Abfälle in der Wallonischen Region werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in 9° werden die Wörter "der Genehmigungsverfahren und" zwischen die Wörter "Verarbeitung" und "der Daten" eingefügt;

2° 11° wird außer Kraft gesetzt;

3° 12° wird 11°.

In Artikel 2 werden nach der Rubrik 2° die Rubriken 2°*bis* und 2°*ter* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

« 2°*bis*. Hausmüll : gemischte Haushaltsabfälle, mit Ausnahme der selektiv gesammelten Abfälle mit großem Volumen und des Sperrmülls;

2°*ter*. selektive Sammlung : getrennte Sammlung der Abfälle, entweder von Haus zu Haus bei dem Erzeuger, oder indem der Erzeuger die Abfälle freiwillig zu den ihm zugänglichen Containerparks, Containern oder Glascontainern bringt. »

In Artikel 2 desselben Dekrets werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in 1° wird der Wortlaut "5. Juli 1985" durch den Wortlaut "27. Juni 1996 über die Abfälle" ersetzt;

2° 6° wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"6° Beseitigung, Verwertung und Zusammenstellung : Vorgänge, so wie sie in Artikel 2, 9°, 10° und 12° des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle festgelegt werden. »

Art. 2 - In Kapitel II desselben Dekrets wird ein die Artikel 3 bis 6 umfassender Abschnitt I mit folgender Überschrift eingefügt: "Abschnitt 1 - Gemeinrechtliche Regelung"

Die Abschnitte I bis IV werden die Unterabschnitte I bis IV.

(Die Fußnote zu diesem Text befindet sich auf der Seite 29153.)

Art. 3 - In Kapitel II desselben Dekrets wird ein zweiter Abschnitt mit folgender Überschrift eingefügt:

« Abschnitt II - Regelung zur Erhebung einer Strafgeldgebühr, um die selektive Sammlung zu fördern

Unterabschnitt I - Tatbestand, an den die Strafgeldgebühr geknüpft wird

Art. 6bis. Der Tatbestand, an den die Gebühr auf die in dem vorliegenden Abschnitt erwähnten Abfälle geknüpft wird, besteht in der Zwischenlagerung, Aufwertung und Beseitigung des durch oder für die Gemeinden gesammelten Hausmülls, der eine jährliche Gesamtmenge überschreitet, und zwar:

- 270 kg je Einwohner ab dem Jahr 1999;

- 260 kg je Einwohner ab dem Jahr 2000;

- 250 kg je Einwohner ab dem Jahr 2001;

- 240 kg je Einwohner ab dem Jahr 2002

Unterabschnitt II - Zahlungspflichtiger

Art. 6ter. Die Gemeinde, die die Abfälle sammelt oder für die die Abfälle gesammelt werden, ist verpflichtet, die im vorliegenden Abschnitt erwähnte Gebühr auf die Haushaltsabfälle zu entrichten.

Unterabschnitt III - Bemessungsgrundlage

Art. 6quater. Die im vorliegenden Abschnitt erwähnte Abfallgebühr richtet sich nach der Tonne Hausmüll, die von den oder für die Gemeinden gesammelt und einer Zwischenlagerungs-, Aufwertungs- oder Beseitigungsanlage zugeführt wird und die die in Artikel 6bis erwähnte Jahresmenge überschreitet.

Zur Berechnung der in Artikel 6bis erwähnten jährlichen Gesamtmenge der Abfälle wird lediglich diejenige Tonnage berücksichtigt, die zum ersten Mal in eine Abfallbewirtschaftungsanlage gebracht wird. Die Rechnungsführung der Tonnage erfolgt jährlich zwischen dem 1. Januar und dem 31. Dezember.

Unterabschnitt IV - Gebührensätze

Art. 6quinquies. Der Betrag der Gebühr wird folgendermaßen festgelegt:

- 1.100 BEF je Tonne ab dem 1. Januar 1999;

- 1.200 BEF je Tonne ab dem 1. Januar 2000;

- 1.300 BEF je Tonne ab dem 1. Januar 2001;

- 1.400 BEF je Tonne ab dem 1. Januar 2002

Unterabschnitt V - Zeitpunkt, an dem die Abgabe zu entrichten ist

Art. 6sexies. Die Abgabe ist zu entrichten, sobald die in Artikel 6bis erwähnte jährliche Gesamtmenge überschritten wird. »

Unterabschnitt VI - Tatsächlicher Kostenpreis

Art. 6septies. Jede Gemeinde legt jährlich den tatsächlichen Kostenpreis ihrer Politik bezüglich der Abfallbewirtschaftung fest und teilt diese der Regierung mit.

Ab dem 1. Januar 2001 kann lediglich denjenigen Gemeinden ein Regionalzuschuß in Sachen Vermeidung und Bewirtschaftung der Abfälle gewährt werden, die eine Abgabe festlegen, deren Gesamtbetrag mindestens 70 % des tatsächlichen Kostenpreises der Politik der Abfallbewirtschaftung darstellt.

Art. 4 - In Artikel 7 desselben Dekrets wird ein vierter Paragraph mit folgendem Wortlaut beigefügt:

« § 4. Zur Anwendung des vorliegenden Abschnitts werden die häuslichen Abfälle mit den nichthäuslichen Abfällen gleichgestellt. »

Art. 5 - In Artikel 9 desselben Dekrets werden die Wörter "nach der Tonne" durch die Wörter "nach dem Kubikmeter" ersetzt.

In Artikel 10 desselben Dekrets wird das Wort "Grundbetrag" durch das Wort "Abgabe" ersetzt.

Art. 6 - In Artikel 15 desselben Dekrets werden die Paragraphen 1 und 2 durch folgende Bestimmung ersetzt:

§ 1 - Die Abgabe beträgt:

a) 1.100 BEF je Tonne ab dem 1. Januar 1999,

1.200 BEF je Tonne ab dem 1. Januar 2000,

1.300 BEF je Tonne ab dem 1. Januar 2001 und

1.400 BEF je Tonne ab dem 1. Januar 2002, außer in den nachstehenden Fällen:

500 BEF je Tonne, wenn die in ein technisches Vergrabungszentrum gebrachten Abfälle aus Rückständen der Entsorgung durch Verbrennung bestehen;

c) 400 BEF je Tonne ab dem 1. Januar 1999 und 500 BEF je Tonne ab dem 1. Januar 2000, wenn die in ein technisches Vergrabungszentrum gebrachten Abfälle aus Flugasche aus Wärmekraftwerken, mit der Behandlung durch Inertierung oder Stabilisierung verbundenen Abfällen, nichtinertem Gußsand, Rückständen aus der mit der Erzeugung oder Herstellung von Gußeisen und Stahl verbundenen Abfallbehandlung bestehen;

d) 170 BEF je Tonne ab dem 1. Januar 1999 und 400 BEF je Tonne ab dem 1. Januar 2000, wenn die in ein technisches Vergrabungszentrum gebrachten Abfälle aus der Vernichtung von Autowracks und Schrott entstehen;

e) 150 BEF je Tonne ab dem 1. Januar 1999 und 200 BEF je Tonne ab dem 1. Januar 2000, wenn die in ein technisches Vergrabungszentrum gebrachten Abfälle aus inerten Abfällen bestehen, mit Ausnahme von nichtverschmutztem Aushub;

f) 100 BEF je Tonne ab dem 1. Januar 1999, wenn die in ein technisches Vergrabungszentrum gebrachten Abfälle aus folgenden Abfällen bestehen:

- Asbestfasern enthaltende Abfälle;
- Aus der Herstellung von Glasfasern entstammende Abfälle;
- Ausgebaggerte Erde oder aus der Trinkwasseraufbereitung entstammende Abfälle;
- Unter den Begriffen Jarosit und Goetith bekannte Eisenoxide aus der Herstellung von Zink;
- Manganerz-Gangart aus der Produktion von Mangansalzen und -oxiden.

g) 50 BEF je Tonne, wenn die in ein technisches Vergrabungszentrum gebrachten Abfälle aus Schlämmen oder festen Rückständen bestehen, die bei der Herstellung von wiederverwertetem Zellstoff anfallen, welcher aus Betrieben stammt, die Abfälle aus Papier und Pappe vollständig oder teilweise als Ausgangsstoff zur Herstellung von neuem Papier und neuer Pappe verwenden;

h) 30 BEF je Tonne ab dem 1. Januar 1999 und 60 BEF je Tonne ab dem 1. Januar 2000, wenn die in ein technisches Vergrabungszentrum gebrachten Abfälle aus Abfällen bestehen, die Phosphorgips, Schlamm aus Sodafabriken, Klärschlamm aus Solen von Mineralstoffen und Bergbauabfälle enthalten;

i) 10 BEF je Tonne, wenn die in ein technisches Vergrabungszentrum gebrachten Abfälle aus nichtverschmutzter Aushuberde bestehen, mit Ausnahme derjenigen, die zur Endabdeckung und Instandsetzung der Gelände benutzt werden.

§ 2 - In Abweichung von Paragraph 1 werden von der Zahlung der Abgabe befreit:

1° die Ausbeute aus den auf Rechnung der Wallonischen Region und der von ihr abhängenden öffentlichen Einrichtungen ausgeführten Baggerungen;

2° die Abfälle aus der auf Initiative der Wallonischen Region und der von ihr abhängenden öffentlichen Einrichtungen erfolgten Trinkwasseraufbereitung;

3° die Abfälle aus der durch die von der Regierung bezeichneten Beamten genehmigten Bodensanierung. »

Art. 7 - In dem Abschnitt II des Kapitels IV desselben Dekrets wird ein erster Unterabschnitt eingefügt, der den Artikel 18 mit folgender Überschrift umfaßt: "Unterabschnitt I - Gemeinrechtliche Regelung".

In Artikel 18, § 2, Absatz 2 werden die Wörter "Generalinspektor des Kassenwesens, des Haushalts und der Finanzen" durch die Wörter "Generalinspektor des Kassenwesens" ersetzt.

Art. 8 - In dem Abschnitt II des Kapitels IV desselben Dekrets wird ein zweiter Unterabschnitt mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Unterabschnitt II - Regelung bezüglich der Strafgebühr und des zugelassenen oder eingetragenen Sammlers oder Transportunternehmers

Art. 18bis. Die Gebühr für die in Artikel 6 vorgesehenen Haushaltsabfälle wird jährlich erhoben.

Art. 18ter. Der Zahlungspflichtige reicht eine Erklärung in bezug auf die für das abgelaufene Jahr zu entrichtende Gebühr spätestens am 10. Januar des darauffolgenden Jahres ein.

Diese Erklärung führt alle zur Berechnung der Gebühr erforderlichen Angaben auf.

Das Muster der Erklärung wird von der Regierung bestimmt. »

Art. 9 - In Artikel 21 werden die Wörter "und in Artikel 16 bis" zwischen die Wörter "Artikel 12" und das Wort "vorgesehenen" eingefügt.

In Artikel 22, Absatz 2 werden die Wörter ", wie sie in Artikel 12 erwähnt wird," nach dem Wort "ausübt" hinzugefügt.

In Artikel 22 wird ein neuer Absatz mit folgendem Wortlaut zwischen den zweiten und den dritten Absatz eingefügt:

"Der Zahlungspflichtige reicht jährlich eine Erklärung über seine abgabepflichtigen oder seine nicht abgabepflichtigen Arbeiten ein, wie sie in der Ausübung seiner in Artikel 16bis erwähnten Tätigkeit ausgeführt werden. Wenn er gleichzeitig Sammler und Transportunternehmer ist, wird nur eine Erklärung eingereicht. »

Art. 10 - Der Unterabschnitt III des Abschnitts III des Kapitels IV desselben Dekrets wird der Abschnitt IV desselben Kapitels und seine Überschrift wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

"Abschnitt IV - Gemeinsame Bestimmungen über die der Regelung zur Erhebung einer Strafgebühr unterliegenden häuslichen Abfälle und über die nicht häuslichen Abfälle"

In den Artikeln 23 und 24 desselben Dekrets werden den Wörtern "die Abgabe" die Wörter "oder die Gebühr" beigefügt.

In Artikel 23 desselben Dekrets werden die Wörter "31. März des Jahres" durch die Wörter "30. Juni des Kalenderjahres" ersetzt.

In Artikel 23bis, Absatz 4 desselben Dekrets wird zwischen die Wörter "schriftlich mitgeteilt" und zwischen die Wörter "Im Fall des Artikels 20" folgender Satz eingefügt:

« Im Fall des Artikels 18ter zählt diese Frist ab dem Tag des Empfangs der jährlichen Erklärung. »

In Artikel 24 desselben Dekrets werden die Wörter "Office régional wallon des déchets" durch die Wörter "Office wallon des déchets" ersetzt.

Artikel 25 desselben Dekrets wird durch einen zweiten Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

« Der Betreiber der Sortieranlage, der Verbrennungsanlage oder des technischen Vergrabungszentrums, zu denen die Haushaltsabfälle gebracht werden, sowie der Eigentümer, der Besitzer, der Erbpächter, der Bauberechtigte, der Nießbraucher und der Mieter des Ortes, an dem die Tätigkeit des Betriebs ausgeübt wird, haften als Gesamtschuldner für die Zahlung der Gebühr für die Haushaltsabfälle. »

Der Abschnitt IV des Kapitels IV desselben Dekrets wird der Abschnitt V.

In den Artikeln 26 bis 34 desselben Dekrets werden den Wörtern "die Abgabe" die Wörter "oder die Gebühr" beigefügt.

Art. 11 - Ein Abschnitt III mit folgendem Wortlaut wird nach dem Abschnitt II des Kapitels III desselben Dekrets eingefügt:

« Abschnitt III - Regelung bezüglich des zugelassenen oder eingetragenen Sammlers oder Transportunternehmers
Unterabschnitt I - Tatbestand, an den die Abgabe geknüpft wird

Art. 16*bis*. Der Tatbestand, an den die in dem vorliegenden Abschnitt erwähnte Abgabe für Abfälle geknüpft wird, ist die Sammlung oder der Transport von Abfällen durch eine aufgrund des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle und dessen Durchführungserlasse zugelassene oder eingetragene natürliche oder juristische Person, wenn die in der Wallonischen Region erzeugten Abfälle außerhalb der Wallonischen Region bewirtschaftet werden.

Unterabschnitt II - Zahlungspflichtiger

Art. 16*ter*. Jegliche aufgrund des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle und dessen Durchführungserlasse zugelassene oder eingetragene natürliche oder juristische Person ist verpflichtet, die in dem vorliegenden Abschnitt erwähnte Abgabe zu entrichten.

Unterabschnitt III - Bemessungsgrundlage

Art. 16*quater*. Die in dem vorliegenden Abschnitt erwähnte Abgabe richtet sich nach der Tonne gesammelter oder transportierter Abfälle.

Unterabschnitt IV - Abgabesätze

Art. 16*quinqües*. Der Betrag der Abgabe entspricht den in Artikel 15 erwähnten Abgabesätzen unter Berücksichtigung des angewandten Bewirtschaftungsverfahrens, gegebenenfalls nach Abzug der in der Region oder in dem Bestimmungsland angewandten gleichartigen Abgabe oder Gebühr, ohne daß dieser Betrag unter dem Nullwert liegen darf.

Unterabschnitt V - Zeitpunkt, an dem die Abgabe zu entrichten ist

Art. 16*sexies*. Die Abgabe ist zu entrichten, sobald die Abfälle dem Abgabepflichtigen übergeben werden.

Die Betriebseinstellung setzt dem Anspruch auf die Zahlung der Abgabe kein Ende. »

Art. 12 - Kapitel VI desselben Dekrets wird außer Kraft gesetzt.

Art. 13 - Das vorliegende Dekret tritt am 1. Januar 1999 in Kraft.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, daß es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 16. Juli 1998

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung, beauftragt mit der Wirtschaft,
dem Außenhandel, den KMB, dem Tourismus und dem Erbe,

R. COLLIGNON

Der Minister der Raumordnung, der Ausrüstung und des Transportwesens

M. LEBRUN

Der Minister der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,

B. ANSELME

Der Minister des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

G. LUTGEN

Der Minister der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,

W. TAMINIAUX

Der Minister der Forschung, der Technologischen Entwicklung und der Internationalen Beziehungen,

W. ANCIEN

—————
Note

(1) *Sitzungsperiode 1997-1998*

Dokumente des Rates 377 (1997-1998), Nr. 1 bis 15.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 8. Juli 1998

Diskussion. — Abstimmung.

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 98 — 2411

[C - 98/27496]

16 JULI 1998. — Decreet houdende wijziging van het decreet van 25 juli 1991 betreffende de belasting op de afvalstoffen in het Waalse Gewest (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. In artikel 1, § 2, van het decreet van 25 juli 1991 betreffende de belasting op de afvalstoffen in het Waalse Gewest worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in punt 10° worden tussen de woorden "informaticabeheer" en "van informatie" de woorden "van de machtigingsprocedures en" ingevoegd;

2° punt 11° wordt opgeheven;

3° punt 12° wordt punt 11°.

In artikel 2 worden na rubriek 2° de rubrieken 2°*bis* en 2°*ter* ingevoegd, luidend als volgt :

"2°*bis*. Huisvuil : gemengde huishoudelijke afval, met uitzondering van de delen selectief opgehaalde afval en grof huisvuil;

2°*ter*. Selectieve ophaal : gescheiden afvalinzameling, hetzij door ophaling aan huis bij de producent, hetzij via een vrijwillige aanvoer door de producent naar beschikbare containerparken, containers of glasbollen".

In artikel 2 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in punt 1° wordt de datum "5 juli 1985" vervangen door de woorden "27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen";

2° punt 6° wordt vervangen als volgt :

"6° verwijdering, nuttige toepassing en verzameling : handelingen omschreven in artikel 2, 9°, 10° en 12° van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen. »

Art. 2. In hoofdstuk II van hetzelfde decreet wordt een afdeling I met de artikelen 3 tot 6 ingevoegd, luidend als volgt : "Afdeling I - Gemeenrechtelijk stelsel".

De afdelingen I tot IV worden de onderafdelingen I tot IV.

Art. 3. In hoofdstuk II van hetzelfde decreet wordt een afdeling II ingevoegd, luidend als volgt : "Afdeling II - Strafheffingsstelsel ter bevordering van de selectieve ophalingen

Onderafdeling I - Grondslag van de strafheffing

Art. 6*bis*. Voor de in deze afdeling bedoelde afvalstoffen wordt voorzien in een heffing bij de verzameling, de nuttige toepassing of de verwijdering van huisvuil dat door of voor rekening van de gemeenten wordt opgehaald boven een jaarlijkse totale hoeveelheid van :

- 270 kg per inwoner vanaf 1999;

- 260 kg per inwoner vanaf 2000;

- 250 kg per inwoner vanaf 2001;

- 240 kg per inwoner vanaf 2002.

Onderafdeling II - Heffingplichtige

Art. 6*ter*. De heffing op het in deze afdeling bedoelde huisvuil moet betaald worden door de gemeente die voor de ophaling zorgt of voor wier rekening het huisvuil wordt opgehaald.

Onderafdeling III - Grondslag van de heffing

Art. 6*quater*. De heffing op de in deze afdeling bedoelde afvalstoffen is verschuldigd per ton huisvuil die boven de in artikel 6*bis* bedoelde jaarlijkse hoeveelheid door of voor rekening van de gemeenten wordt opgehaald en afgevoerd naar een centrum voor verzameling, nuttige toepassing of verwijdering.

Bij de berekening van de in artikel 6*bis* bedoelde totale jaarlijkse hoeveelheid afval wordt slechts rekening gehouden met het aantal ton dat de eerste keer naar een afvalbeheersinstallatie wordt afgevoerd. Het aantal ton wordt jaarlijks van 1 januari tot 31 december in de boeken opgenomen.

Onderafdeling IV - Tarieven

Art. 6*quinquies*. Het bedrag van de heffing is vastgesteld op :

- 1.100 BEF per ton vanaf 1 januari 1999;

- 1.200 BEF per ton vanaf 1 januari 2000;

- 1.300 BEF per ton vanaf 1 januari 2001;

- 1.400 BEF per ton vanaf 1 januari 2002.

Onderafdeling V - Tijdstip waarop de heffing verschuldigd is

Art. 6*sexies*. De heffing is verschuldigd zodra de in artikel 6*bis* bedoelde totale jaarlijkse hoeveelheid overschreden is. »

Onderafdeling VI - Reële kosten

Art. 6*septies*. Elke gemeente berekent jaarlijks de reële kosten van haar afvalbeleid en legt ze aan de Regering voor.

Vanaf 1 januari 2001 kunnen alleen de gemeenten die een belasting zullen opleggen waarvan het totaalbedrag gelijk is aan minimum 70 % van de werkelijke kosten van het afvalbeleid, een gewestelijke toelage voor afvalpreventie en -beheer genieten.

Art. 4. Artikel 7 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een vierde paragraaf, luidend als volgt :

« § 4. Voor de toepassing van deze afdeling wordt huisvuil gelijkgesteld met niet-huishoudelijke afval. »

Art. 5. In artikel 9 van hetzelfde decreet worden de woorden "per ton" vervangen door de woorden "per kubieke meter".

In artikel 10 van hetzelfde decreet wordt het woord "basis" vervangen door het woord "belasting".

Art. 6. In artikel 15 van hetzelfde decreet worden de §§ 1 en 2 gewijzigd als volgt :

« § 1. De belasting bedraagt :

a) 1.100 BEF per ton vanaf 1 januari 1999,

1.200 BEF per ton vanaf 1 januari 2000,

1.300 BEF per ton vanaf 1 januari 2001 en

1.400 BEF per ton vanaf 1 januari 2002, behalve in de onderstaande gevallen;

b) 500 BEF per ton, bij storting van verbrandingsresten in een centrum voor technische ingraving;

c) 400 BEF per ton vanaf 1 januari 1999 en 500 BEF per ton vanaf 1 januari 2000, bij storting in een centrum voor technische ingraving van vlieggas uit thermische centrales, afval van een behandeling door inertage of stabilisering, van niet-inerte gietijzerzand, resten van de behandeling van afval van de productie of de vervaardiging van gietijzer en staal;

d) 170 BEF per ton vanaf 1 januari 1999 en

400 BEF per ton vanaf 1 januari 2000, bij storting in een centrum voor technische ingraving van afval afkomstig van de afbraak van autowrakken en schroot;

e) 150 BEF per ton vanaf 1 januari 1999 en 200 BEF per ton vanaf 1 januari 2000, bij storting in een centrum voor technische ingraving van inerte afval, met uitzondering van onbesmette ophooggronden;

f) 100 BEF per ton vanaf 1 januari 1999, wanneer de in een centrum voor technische ingraving gestorte afvalstoffen :

- vastgezette asbestvezels bevatten;

- uit de glasvezelvervaardiging voortkomen;

- uitgebaggerde grond zijn of voortkomen uit handelingen om het water drinkbaar te maken;

- ijzeroxydes zijn die voortkomen uit de zinkproductie en die bekend staan als jarosiet en goethiet;

- ganggesteente van mangaanerts zijn dat voortkomt uit de productie van zouten en mangaanoxyden;

g) 50 BEF per ton, bij storting in een centrum voor technische ingraving van slib of vaste resten die voortkomen uit de vervaardiging van gerecycleerde pap uit bedrijven die papier- en kartonafval geheel of gedeeltelijk als grondstof gebruiken voor de productie van nieuw papier en karton;

h) 30 BEF per ton vanaf 1 januari 1999 en 60 BEF per ton vanaf 1 januari 2000, bij storting in een centrum voor technische ingraving van afval bevattende fosfogips, slib uit sodafabrieken, slib afkomstig van de zuivering van zoutoplossingen van minerale stoffen en mijnbouwafval;

i) 10 BEF per ton, bij storting in een centrum voor technische ingraving van onbesmette ophooggronden, met uitzondering van degene die gebruikt worden voor de eindafdekking en de sanering van de sites.

§ 2. In afwijking van § 1 is de belasting niet van toepassing op :

1° species van uitbaggeringen die uitgevoerd worden voor rekening van het Waalse Gewest en van de openbare instellingen die ervan afhangen;

2° afval afkomstig van handelingen die op initiatief van het Waalse Gewest en van de openbare instellingen die ervan afhangen uitgevoerd worden om het water drinkbaar te maken;

3° afval afkomstig van grondsaneringswerken die goedgekeurd zijn door de door de Regering aangewezen ambtenaren. »

Art. 7. In afdeling II van hoofdstuk IV van hetzelfde decreet wordt een onderafdeling I ingevoegd, die artikel 18 bevat en als volgt luidt : "Onderafdeling I - Gemeenrechtelijk stelsel".

In artikel 18, § 2, tweede lid, worden de woorden "de inspecteur-generaal van de afdeling thesaurie van begroting en financiën" vervangen door de woorden "de inspecteur-generaal van de afdeling Thesaurie".

Art. 8. In afdeling II van hoofdstuk IV van hetzelfde decreet wordt een onderafdeling II ingevoegd, luidend als volgt :

« Onderafdeling II - Strafheffingsstelsel en stelsel van de erkende of geregistreerde ophaler of vervoerder

Art. 18bis. De in artikel 6bis bedoelde heffing op huisvuil wordt jaarlijks geïnd.

Art. 18ter. De heffingsplichtige moet de aangifte van de voor het verstreken jaar verschuldigde heffing uiterlijk 10 januari van het volgende jaar indienen.

De aangifte moet alle gegevens bevatten die vereist zijn voor de berekening van de heffing.

Het aangifteformulier wordt door de Regering bepaald. »

Art. 9. In artikel 21 worden tussen de woorden "artikel 12" en "wordt" de woorden "en in artikel 16bis" ingevoegd.

In artikel 22, tweede lid, worden tussen de woorden "een" en "geoorloofde activiteit" de woorden "in artikel 12 bedoelde" ingevoegd.

In artikel 22 wordt tussen het tweede en het derde lid een nieuw lid ingevoegd, luidend als volgt :

« De belastingplichtige moet jaarlijks een aangifte indienen van de al dan niet belastbare handelingen die verricht worden in het kader van de in artikel 16bis bedoelde activiteit. Als hij tegelijkertijd ophaler en vervoerder is, moet hij slechts één aangifte indienen. »

Art. 10. Onderafdeling III van afdeling III van hoofdstuk IV van hetzelfde decreet wordt afdeling IV van hetzelfde hoofdstuk en luidt als volgt :

« Onderafdeling IV - Bepalingen gemeen aan huisvuil dat onder het strafheffingsstelsel valt en aan niet-huishoudelijk afval »

In de artikelen 23 en 24 van hetzelfde decreet worden na het woord "belasting" de woorden "of de heffing" ingevoegd en moet de tekst dienovereenkomstig worden aangepast.

In artikel 23 van hetzelfde decreet worden de woorden "op 31 maart van het volgend jaar" vervangen door de woorden "op 30 juni van het volgende burgerlijke jaar. »

In artikel 23bis, vierde lid, van hetzelfde decreet wordt tussen de woorden "acht maanden" en "In het geval van artikel 20" de volgende zin ingevoegd :

« In het geval van artikel 18ter, begint deze termijn te lopen op de dag van ontvangst van de jaarlijkse aangifte. »

In artikel 24 van hetzelfde decreet worden de woorden "Office régional wallon des déchets" vervangen door de woorden "Office wallon des déchets".

Artikel 25 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een tweede lid, luidend als volgt :

"Voor de betaling van de heffing op huisvuil zijn solidair verantwoordelijk, de exploitant van het sorteercentrum, van de verbrandingsoven of van het centrum voor technische ingraving waar het huisvuil wordt aangevoerd, alsmede de eigenaar, de bezitter, de erfpachter, de oppervlakte-eigenaar, de vruchtgebruiker en de huurder van de plaats waar de exploitatieactiviteit wordt uitgeoefend. »

Afdeling IV van hoofdstuk IV van hetzelfde artikel wordt afdeling V.

In de artikelen 26 à 34 van hetzelfde decreet worden de woorden "of de heffing" na het woord "belasting" ingevoegd en moet de tekst dienovereenkomstig worden aangepast.

Art. 11. Na afdeling II van hoofdstuk III van hetzelfde decreet wordt een afdeling III ingevoegd, luidend als volgt :

In artikel 32, § 3, tweede lid, van de Franse versie, wordt het woord "lesquelles" door het woord "lequels" vervangen.

« Afdeling III - Stelsel van de erkende of geregistreerde ophaler of vervoerder

Onderafdeling I - Belastinggrondslag

Art. 16bis. De grondslag van de in deze afdeling bedoelde afvalbelasting is de ophaling of het vervoer van afvalstoffen door een natuurlijke of rechtspersoon die erkend of geregistreerd is krachtens het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen en van de uitvoeringsbesluiten ervan, wanneer de in het Waalse Gewest geproduceerde afvalstoffen buiten het Gewest worden beheerd.

Onderafdeling II - Belastingplichtige

Art. 16ter. De in deze afdeling bedoelde afvalbelasting is verschuldigd door elke natuurlijke of rechtspersoon die als ophaler of vervoerder erkend of geregistreerd is krachtens het decreet van 27 juni 1996 en van de uitvoeringsbesluiten ervan.

Onderafdeling III - Belastinggrondslag

Art. 16quater. De in deze afdeling bedoelde afvalbelasting is verschuldigd per opgehaalde of vervoerde ton huisvuil.

Onderafdeling IV - Tarieven

Art. 16quinquies. Het belastingbedrag moet al naar gelang het gebruikte beheersysteem overeenstemmen met de in artikel 15 bedoelde tarieven, in voorkomend geval na aftrek van de gelijkwaardige belasting of retributie die in het gewest of land van bestemming verschuldigd is, waarbij dat bedrag niet kleiner mag zijn dan nul.

Onderafdeling V - Tijdstip waarop de belasting verschuldigd is

Art. 16sexies. De belasting is verschuldigd zodra de belastingplichtige de afvalstoffen in ontvangst neemt.

Het stopzetten van de activiteiten maakt geen einde aan de opeisbaarheid van de belasting.

Art. 11. Hoofdstuk VI van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

Art. 12. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 1999.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 16 juli 1998.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrusting en Vervoer,
M. LEBRUN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
B. ANSELME

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX

De Minister van Onderzoek, Technologische Ontwikkeling, Sport en Internationale Betrekkingen,

ANCION

Nota

(1) *Zitting 1997-1998*

Stukken van de Raad 377 (1997-1998), nrs. 1 tot 15.

Volledig verslag, openbare vergadering van 8 juli 1998.

Bespreking. — Stemming.